

SEANCES DU MERCREDI 16 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 16 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU MATIN
OCHTENDVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1700.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant des dispositions fiscales.

Rapport des commissions réunies de la Justice et des Finances.
Chapitre III. — Discussion. — *Orateurs*: MM. Collignon,
Pataer, Cerexhe, Van In, Cooreman, rapporteur, Lallemand,
p. 1700.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1700.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen.

Verslag van de verenigde commissies voor de Justitie en voor de
Financiën. Hoofdstuk III. — Bespreking. — *Sprekers*: de
heren Collignon, Pataer, Cerexhe, Van In, Cooreman, rappor-
teur, Lallemand, blz. 1700.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Noerens et Mme Panneels-Van Baelen, secrétaires, prennent place au bureau.

De heer Noerens en mevrouw Panneels-Van Baelen, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 10 h 5 m.

De vergadering wordt geopend te 10 u. 5 m.

CONGES — VERLOF

MM. Vaes, à l'étranger; Hofman et Dehousse, pour raison de santé; Eicher, empêché, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce matin.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Vaes, in het buitenland; Hofman en Dehousse, om gezondheidsredenen; Eicher, belet.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS FISCALES

Discussion du rapport fait au nom des commissions réunies de la Justice et des Finances

ONTWERP VAN WET HOUDENDE FISCALE BEPALINGEN

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financiën

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi portant des dispositions fiscales par l'examen du rapport, fait au nom des commissions réunies de la Justice et des Finances, au sujet du chapitre III, articles 53 à 116, texte adopté par les commissions réunies.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van wet houdende fiscale bepalingen met de bespreking van het verslag, uitgebracht namens de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financiën, betreffende hoofdstuk III, artikelen 53 tot 116, tekst aangenomen door de verenigde commissies.

La discussion est ouverte.

De bespreking is geopend.

La parole est à M. Collignon.

M. Collignon. — Monsieur le Président, en relisant l'excellent rapport consacré au chapitre III et établi par M. Cooreman et par M. Hatry, j'étais quelque peu perplexe.

En effet, il traduit si bien les travaux de la commission du Sénat et souligne si clairement les objections comme les motifs de satisfaction que la discussion dans cette enceinte me paraît pouvoir être fortement réduite. Je comprends mal nos collègues de la Chambre des représentants et leur impétueux président qui se sont hâtés d'examiner le projet.

Ce rapport ainsi que le compte rendu de nos débats d'hier et d'aujourd'hui constitueront une base très précieuse pour l'application du projet de loi.

Si les critiques très fouillées fournies par M. Roger Lallemand et les quelques rares points positifs soulignés par M. Henrion m'incitent également à limiter mon intervention, je m'attarderai néanmoins non sur le texte qui traite de la sécurité juridique du contribuable, mais sur le fait que les médias parlent toujours de la charte du contribuable.

Ce terme, un peu spécial, sur lequel je me suis penché, vient du bas latin *charta* et, probablement, du latin *carta*, document sur lequel on écrivait un certain nombre de choses.

De nos jours, il désigne un titre concédant des franchises et des privilèges.

La charte la plus connue est la Grande Charte d'Angleterre, fondement des libertés de ce pays et même, suivant certains, de la démocratie.

Pourtant, nous, Liégeois, possédons des chartes antérieures. En 1066, Théodoin de Bavière accordait la liberté de franchise à la ville de Huy et, un peu plus tard, Albert de Cuyck traduisait dans une charte les libertés et franchises des Liégeois. Ainsi avons-nous finalement précédé les Anglais eux-mêmes.

Le terme « charte » appartient aussi aux socialistes puisque nous nous référons toujours à la Charte de Quaregnon.

M. Desmarests. — C'est de l'archéologie sociale!

M. Collignon. — C'est votre avis, monsieur Desmarests, mais le terme traduit une certaine symbolique. L'emploi de ce mot pour le contribuable est évidemment excessif, vous l'avez d'ailleurs souligné vous-même.

L'esprit de cette charte est de faire en sorte que le citoyen se trouve beaucoup moins désarmé face à l'arbitraire de l'administration, en l'occurrence de l'administration fiscale. Je songe aux personnes qui s'adressent à l'administration des Pensions à l'occasion de leur mise à la retraite, ou aux malades qui dépendent de l'assurance maladie-invalidité, ou encore aux chômeurs. Ne pourrait-on envisager pour ces derniers une charte du chômeur? La situation du chômeur face à l'inspecteur général de l'Onem n'est pas toujours très agréable. Dernièrement, j'ai été contacté par un jeune homme qui a épousé une commerçante. L'intéressé, chômeur, a servi, pendant que sa femme préparait le repas, un client, en l'occurrence membre de l'administration de l'Onem... Le chômeur est parfois « coincé » et victime d'un arbitraire tout à fait identique.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Dans sa déclaration consécutive aux accords de Stuyvenberg, le gouvernement a annoncé un texte de loi garantissant les droits de l'assuré social. Je vous engage à vous référer à cette déclaration qui a prévu dans un premier temps les dispositions auxquelles vous faites allusion actuellement et dans un second temps celles garantissant les droits de l'assuré social.

Vos propos sont tout à fait pertinents, monsieur Collignon, et le gouvernement partage votre sentiment.

M. Collignon. — Je m'en réjouis, monsieur le ministre, et les parlementaires espèrent pouvoir, dans les prochaines semaines, suite aux propositions du gouvernement, élaborer une charte du citoyen.

Il ne faut pas oublier que les parlementaires, à quelque parti qu'ils appartiennent, ont déposé des propositions de loi tendant à créer un ombudsman — je n'aime pas ce terme mais il traduit maintenant dans les mœurs la protection du citoyen face à l'administration; en France, on parle de médiateur — habilité à protéger le citoyen face aux abus de l'administration. Il est parfois utile de s'inspirer des législations étrangères. L'Espagne, qui a rejoint les pays démocratiques, dispose, elle aussi, d'un médiateur qui remet, presque chaque année, un rapport sur les abus de l'administration, rapport dont la partie la plus importante est consacrée aux excès du fisc à l'égard du citoyen.

Dès lors, nous pourrions, les uns et les autres — c'est Mme Herman, je crois, qui parlait du fait du Prince —, être d'accord sur le fait que la puissance de l'autorité constitue un problème qui doit nous inquiéter. La protection de chacun de nous, face à la bureaucratie, constitue incontestablement un phénomène de notre temps. La multiplicité, l'abondance administrative et les difficultés de compréhension déséquilibrent le rapport entre le citoyen et l'administration. Je prétends que si nous ne visons pas à une simplification, nous aurons à intervenir à peu près dans tous les domaines.

A l'heure de l'informatique, monsieur le ministre — j'ai déjà posé cette question en commission à votre collègue des Finances car elle l'intéresse davantage —, est-il encore utile d'envoyer à tous les contribuables — je ne parle pas des indépendants ou de ceux qui exercent une profession libérale — des déclarations à l'impôt des personnes physiques, accompagnées d'explications et de commentaires qui limitent l'accès de la connaissance aux seuls initiés, à savoir au contrôleur des Contributions et à quelques soi-disant spécialistes? Tel est pourtant le cas.

Les revenus de 80 p.c. des contribuables de ce pays sont connus de l'administration, qu'il s'agisse des retraités, des salariés ou des fonctionnaires. Depuis le précompte libératoire, ce contrôle est encore facilité. On peut connaître les revenus sur lesquels l'impôt sera calculé. Il y a matière à réflexion à cet égard.

Faciliter la perception de l'impôt et en diminuer le coût n'est pas une préoccupation nouvelle. Je relisais la correspondance de Voltaire et j'y trouvais ceci: « Questionnez ces bonnes gens qui nous ont donné du pain. Ils vous diront que la façon de lever les impôts est cent fois plus onéreuse que le tribut même. »

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Je ne comparerai pas les receveurs et contrôleurs actuels aux fermiers généraux. Mais cette réalité incontestée nous incite à simplifier la procédure. Il conviendrait ensuite de donner aux citoyens la possibilité d'introduire une réclamation. Un système doit être instauré tendant à diminuer le déséquilibre entre l'administration et le citoyen.

Faire croire à la population que ce projet facilitera les rapports entre le contribuable et son contrôleur ou même son receveur est un leurre.

Dans une mesure certaine, il s'agit même d'une malhonnêteté intellectuelle. Effectivement, le contribuable, notamment celui que vous prétendez protéger, le petit commerçant ou le petit indépendant, sera toujours aussi désarmé face à son contrôleur.

Des points positifs ont été soulignés. Qu'on applique actuellement le droit pénal commun en matière fiscale me paraît tout à fait légitime. Je pense que ce droit pénal ne doit souffrir qu'un minimum d'exceptions. Progressivement, depuis l'arrêté royal n° 41, on a rétabli le bénéfice des circonstances atténuantes et, par là, le sursis. Que le présent projet permette de choisir ou de cumuler l'amende et l'emprisonnement me paraît tout à fait raisonnable. De même, je trouve normal que les modalités de la probation s'appliquent également en matière fiscale.

Cependant, on peut regretter le taux de l'amende. La nature des infractions fiscales est telle et celles-ci peuvent porter sur des sommes tellement considérables qu'un montant de 500 000 francs paraît tout à fait dérisoire.

Cela dit, il m'apparaît de justice équitable d'élargir les possibilités devant lesquelles peut se trouver un magistrat.

Le mérite de la loi du 8 août 1980 était d'avoir imposé le principe de l'action publique du parquet. Le problème se situait donc au niveau de l'application de cette loi de 1980 et concernait le secret de l'instruction par rapport aux plaintes formulées. Mais ce secret de l'instruction ne relève-t-il pas de la responsabilité du magistrat instructeur lui-même, de même que le respect du droit de la défense?

Lors d'une émission de radio à laquelle j'ai participé avec M. Henrion, le Premier ministre qui, manifestement, n'avait pas lu ou ne se souvenait pas du chapitre III du présent projet, a déclaré: « On va augmenter la responsabilité du magistrat et on fera confiance à sa déontologie. » La lecture de l'exposé des motifs du projet montre qu'effectivement, certains magistrats suivent une déontologie qui laisse à désirer.

Le secret de l'instruction et le respect des droits de la défense doivent également être combinés avec une juste répression de la fraude. Il serait de bonne justice de trouver un moyen d'appliquer ces principes importants.

Sans doute puis-je admettre aussi que la non-rétroactivité des arrêtés fiscaux est légitime et que la motivation des amendes est normale.

Sans doute le projet est-il indispensable lorsqu'il vise à lutter contre les contrôles abusifs et les atteintes à la vie privée, mais il faut savoir qu'il ne change pas les recours prévus en matière de décision, notamment du contrôleur des Contributions. En effet, on s'adresse toujours directement au directeur provincial, d'où un manque de garantie.

La taxation par comparaison existe déjà et ce serait une erreur de penser que la notification au contribuable de trois points de comparaison constitue une véritable amélioration.

Le système présente des inconvénients; je pense notamment au risque d'attenter à la vie privée des personnes servant de points de comparaison. Qu'en sera-t-il de leur identité? Enfin, nous demeurons toujours dans l'arbitraire de ladite comparaison.

Si nous examinons l'article 350 du Code des impôts sur les revenus relatif à l'action publique, nous constatons que cette dernière est exercée par le ministère public, principe tout à fait normal, mais qui subit nombre de restrictions importantes, voire d'entraves.

Assez bizarrement, nous trouvons la saisine d'office au paragraphe 3. Dès qu'une infraction fiscale est connue du parquet, celui-ci se voit obligé de soumettre les éléments en sa possession au directeur régional des Impôts qui dispose de quatre mois pour rendre son avis. Cette procédure va déséquilibrer le droit pénal.

Le paragraphe 2 constitue une deuxième entrave. En effet, seuls ledit directeur régional ou le directeur régional de l'Inspection spéciale des impôts pourront saisir le parquet.

La surséance est une entrave supplémentaire que nous pouvons mieux comprendre, toutefois.

Tout ceci présente de multiples inconvénients, engendre un retard et une insécurité.

Retard à l'exercice de l'action publique et notamment — c'est un paradoxe — à l'exercice de celle-ci par un substitut fiscal spécialement créé à cet effet.

On pourrait peut-être admettre que le substitut que je qualifierais, peut-être péjorativement, d'ordinaire, sollicite un avis du directeur régional de l'impôt ou du directeur général de l'ISI. Mais pourquoi, alors,

nommer un substitut fiscal qui sera également contraint de demander ledit avis? La réforme à ce sujet me semble perdre son fondement.

Insécurité car ce système risque de favoriser la dénonciation. Nous nous trouverons devant un renforcement certain du caractère anonyme de l'intervention des fonctionnaires du fisc.

Enfin, l'argument important développé par M. Lallemand me paraît tout à fait pertinent: le risque d'intervention du ministre des Finances à l'égard de son administration. Cette intervention serait totalement différente de celle du ministre de la Justice à l'égard des magistrats puisqu'il ne peut pas formuler d'injonctions négatives. Je ne pense pas que les garanties soient équivalentes même vis-à-vis du directeur régional des Impôts ou du directeur général de l'Inspection spéciale des impôts.

Enfin, le délai de suspension de quatre mois pourrait, à mon sens, être mis à profit pour dissimuler les preuves. Cet élément me paraît être le plus inquiétant du projet. En effet, dans les affaires importantes que nous avons connues récemment, comment le magistrat instructeur aurait-il pu retrouver les preuves permettant d'établir les infractions, si l'action publique avait été suspendue pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre mois?

La question qui demeure et que tout juriste doit poser est la suivante: que se passera-t-il en cas de pluralité d'infractions? Les infractions fiscales sont nécessairement facilitées par des infractions de droit commun, comme les faux et usages de faux, ou les infractions à caractère commercial.

Dès lors, nous allons nous trouver devant deux catégories de justiciables: ceux qui bénéficieront du caractère fiscal des infractions et, par conséquent, d'un délai permettant d'éluder les preuves et les autres qui seront confrontés directement avec l'action publique.

En outre, en cas de fraude fiscale importante, lorsque le magistrat instructeur qui a décerné un mandat de détention préventive est contraint de demander l'avis de l'inspecteur régional des Impôts ou du directeur général de l'Inspection spéciale des impôts, il m'apparaît qu'on ne pourrait plus maintenir en détention préventive ledit justiciable.

On a beaucoup épilogué dans l'affaire Kirschen sur le fait que le magistrat instructeur a libéré sous caution, d'ailleurs peu importante, les deux principaux détenus.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — C'était la chambre du conseil.

M. Collignon. — Votre remarque est tout à fait pertinente: il s'agissait effectivement du président de la chambre du conseil.

Dès lors qu'il y a obligation d'avis de la part des différents fonctionnaires, je ne pense pas qu'on puisse maintenir la détention préventive. Par conséquent, le danger de fuites est réel dans ce cas.

En outre, le fait que les inspecteurs de l'ISI soient considérés maintenant comme témoins au lieu d'experts ne me paraît pas un élément déterminant. J'ai indiqué tout à l'heure que je ne leur reprochais pas d'intervenir comme experts dans différentes procédures car, s'ils procèdent à des perquisitions ou à d'autres devoirs, je présume qu'ils ne le font pas de leur propre chef, mais à la demande des parquets ou des magistrats instructeurs. Par conséquent, les abus éventuels sont imputables aux magistrats et non à l'Inspection spéciale des impôts.

Dès lors, peut-être eût-il été plus indiqué de renforcer les services qui doivent être adjoints aux magistrats. Certes, il existe d'ores et déjà des brigades financières à la PJ ou à la BSR mais peut-être aurions-nous dû, dans une plus large mesure, spécialiser ces brigades afin de les rendre opérationnelles dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale.

Si des débordements ont eu lieu, ils sont dus à l'irresponsabilité de certains magistrats.

Si je ne me trompe, c'est M. Henrion qui a établi un parallèle avec le système de la détention préventive, susceptible de poser également ce genre de problème.

Il faut reconnaître que l'abondance du travail amène certains juges d'instruction à délivrer, peut-être trop facilement, des mandats d'arrêt et sans doute est-il exact, qu'en matière fiscale, il soit facilement fait appel à des experts, nécessairement plus compétents que d'autres. Cela me paraît tout à fait plausible. Mais d'après le système que vous avez mis en place, les magistrats devront toujours, d'une manière ou d'une autre, recourir à des « experts », c'est-à-dire à des spécialistes en matière fiscale. Que va-t-il se passer?

Ce recours s'effectuera vraisemblablement de manière plus anonyme et votre objectif risque dès lors d'être compromis. Il convient d'ailleurs de se rendre compte, à ce propos, de la distinction qui sera effectuée entre les diverses autorités de ce pays. Je songe notamment à la limitation de pouvoir dont feront l'objet les fonctionnaires de l'impôt par rapport aux autres.

Je me réfère, à cet égard, à l'article 29 du Code des impôts sur les revenus qui précise: «Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit a été commis et dans lequel l'inculpé pourra être trouvé et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.»

Toute autorité qui, dans ce pays, a connaissance d'une infraction, est donc contrainte, par la loi, de la signaler au procureur du Roi.

Ce principe, de caractère général, devra connaître une exception. En effet, les fonctionnaires, dont certains sont de niveau élevé, ne pourront plus signaler les infractions, souvent importantes, de caractère fiscal, qu'ils découvriront, ce qui, à mon avis, entraînera un déséquilibre entre les diverses administrations.

Nous faisons état, il y a un instant, de la situation que pourrait éventuellement connaître l'assuré social par rapport à l'administration.

A propos de l'Onem, évoqué au cours du débat, vous n'ignorez pas qu'un simple particulier peut dénoncer un chômeur qui, par exemple, serait occupé à repeindre la façade de l'immeuble de son beau-père.

Si tout fonctionnaire, voire tout particulier, peut dénoncer toute infraction qu'il serait amené à découvrir, en matière fiscale, par contre, cette possibilité sera réservée à une élite.

Ce déséquilibre, vous en conviendrez, est profondément insupportable.

J'en viens au problème des substituts, spécialisés en matière fiscale.

Première observation: ils seront affectés aux grands arrondissements. Compte tenu du nombre de dossiers fiscaux traités, l'augmentation du cadre des substituts se situera nécessairement à Liège, à Bruxelles et à Mons. Je suppose que le tribunal de Charleroi va trouver préjudice en cette matière, lui qui estime être le grand tribunal du Hainaut.

Permettez à un représentant d'un petit arrondissement et d'un arrondissement judiciaire de donner son avis. Je pense que, par rapport notamment à l'arrondissement de Huy — mais ce qui est vrai pour Huy l'est également pour Verviers — ils vont se trouver avec des substituts en nombre réduit et le grand tribunal de Liège va, à nouveau, avoir trois substituts qui vont s'occuper davantage d'autres matières que des matières fiscales.

Si nous prenons le cas de Huy, on y compte, avec le premier substitut, quatre substituts. Le procureur général a trouvé intéressant de déléguer un substitut de Huy vers le parquet général. De ce fait, au point de vue de la répression, non seulement de la fraude fiscale mais aussi de la répression des délits de droit commun — qui est importante —, le parquet voit son efficacité tout à fait réduite par le nombre, et l'on propose finalement d'étoffer encore davantage le grand arrondissement de Liège.

Mais vous allez me répondre que ces substituts «fiscaux» auront éventuellement un caractère itinérant. Ils vont pouvoir, dans le ressort de leur cour d'appel, voyager indistinctement entre plusieurs tribunaux, sous l'autorité sans doute du procureur du Roi de l'arrondissement où ils se trouvent. Pour imager la description, je dirai que des substituts dotés d'un *mobilhome* vont circuler à l'appel des procureurs du Roi, lorsque se poseront des problèmes de caractère fiscal.

Nous allons nous trouver inévitablement devant des conflits de compétence. Vous n'ignorez pas que les frontières des arrondissements sont aléatoires. Prenons l'exemple récent de l'assassinat du gendarme, où des faits se sont produits à Liège et d'autres à Huy et enfin en Flandre. Quel sera l'arrondissement compétent? Eh bien, en matière fiscale, il en va de même.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ce problème se pose déjà maintenant, sans s'appliquer aux substituts en matière fiscale. Il s'agit de savoir, quand des faits divers ont été commis dans un arrondissement...

M. Collignon. — Je viens de dire qu'effectivement des problèmes se posaient déjà. Mais vous allez, par la désignation de substituts fiscaux, les multiplier.

En effet, un substitut fiscal va entamer, à Liège par exemple, des poursuites en matière d'infractions à caractère fiscal. Ensuite, les problèmes vont se poser dans l'arrondissement de Huy, à Namur, et il va poursuivre, inévitablement. Il dispose de la plénitude de compétences sur le ressort de la cour d'appel. Va-t-il référer chaque fois au procureur du Roi de l'endroit où il se trouve, auquel cas l'efficacité risquera à nouveau d'être compromise?

Il faudra que vous établissiez, au niveau des rapports hiérarchiques entre le procureur du Roi et ses substituts de caractère fiscal, un protocole qui évite en tout cas que les uns et les autres se marchent sur les pieds.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Ce n'est pas nécessaire.

Ils sont intégralement soumis au pouvoir hiérarchique du procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils agissent. Il ne faut pas de protocole. Ils sont aussi soumis à ce procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils agissent que les substituts appartenant à cet arrondissement.

M. Collignon. — Ils sont affectés à un arrondissement, mais ils sont aussi soumis au protocole de l'arrondissement voisin, le cas échéant. Il faudra quand même que vous établissiez cela sur papier, monsieur le ministre. Nous nous réjouissons à la lecture de ce document, mais je vous garantis que vous allez vous trouver devant d'énormes conflits. Vous connaissez mieux que moi la susceptibilité des magistrats, des chefs de corps en particulier. Vous allez au-devant de quelques joyusetés en la matière! Ma foi, c'est vous qui les avez créés et cela part peut-être d'un bon principe, mais leur efficacité ne sera pas évidente. Il faut distinguer: ce n'est pas une administration, ce n'est pas un parquet fiscal que vous avez créés et vous vous en êtes d'ailleurs défendu. Mais alors, où est le principe, où est l'utilité de ces substituts fiscaux?

Ce n'est pas la même chose que l'auditorat du travail où les substituts ont une mission d'instruction. Ils instruisent l'infraction sociale et tracent le réquisitoire. L'auditeur du travail intervient donc du début jusqu'à la fin. Vous n'avez pas voulu créer un auditorat ou un parquet fiscal chargé lui-même des infractions, mais on peut alors s'interroger au sujet de l'utilité des substituts fiscaux. Effectivement, monsieur le ministre, le substitut fiscal devra instruire toutes les affaires importantes.

Ce qui se passera ensuite est le contraire de ce qui arrive dans le domaine de la médecine où le généraliste envoie son patient chez un spécialiste quand le problème est important. Dans le cas qui nous occupe, c'est le spécialiste qui transmettra les infractions graves au généraliste. A Bruxelles, un ou deux juges d'instruction sont spécialisés en la matière mais ce grand arrondissement ne reflète pas la réalité du pays. Le substitut fiscal n'intervient en fait, à nouveau, qu'au moment où il trace le réquisitoire et il requerra éventuellement à l'audience car, le parquet étant un et indivisible, il se peut qu'on choisisse un autre substitut. Telle est la réalité.

A la lecture du rapport, il est évident que vous-même, monsieur le ministre, de même que M. le ministre Eyskens et l'ensemble de la majorité, avez l'intention de poursuivre la lutte contre la fraude fiscale et vous souhaitez que ces substituts puissent y contribuer. En fait, c'est loin d'être le cas. Dès lors, il me semble utile que vous réfléchissiez davantage au sujet de l'efficacité des parquets en la matière. Il ne faut pas pour autant détacher des fonctionnaires de l'ISI. Tout le problème était de trouver, à côté des parquets, des spécialistes qui puissent rechercher efficacement les fraudes et qui — là, je suis bien d'accord — se départissent du rôle taxateur. En effet, il me semblait tout à fait inconvénient que l'inspecteur de l'ISI recherche la fraude et procède en même temps à la taxation.

A mon avis, ces substituts se révéleront être un «flop» évident au niveau de l'efficacité que vous prétendez pourtant améliorer et vous-même, ou votre successeur, serez certainement amené à revoir fondamentalement ce projet, étant donné les inconvénients qui ne manqueront pas d'en découler.

A mon avis — et ce sera ma conclusion —, appeler la charte du contribuable «charte du fraudeur» est peut-être excessif, mais ce terme reflète quand même la réalité au niveau des faits eux-mêmes. La suspension du délai de quatre mois et toutes les entraves mises à la poursuite de la répression risquent en effet d'aboutir en pratique à une certaine protection de la fraude. En fait, on aura menti au contribuable qui ne sera pas plus protégé après le vote de cette loi-ci qu'auparavant; même il le sera peut-être moins.

Voltaire, que je suis en train de relire, estimait que les impôts étaient très justes quoique très lourds parce que dans tout pays, excepté dans celui des chimères, un Etat ne peut payer ses dettes qu'avec de l'argent.

M. Cooreman. — Du temps de Voltaire, monsieur Collignon, il n'y avait pas d'impôt sur le revenu. D'autres impôts existaient, mais pas celui-là. En Belgique, l'impôt sur le revenu ne date que de 1921.

M. Paque. — Il y avait la gabelle!

M. Collignon. — D'accord, mais je crois que l'expression de l'encyclopédiste signifiait que les impôts sont justes, mais très lourds.

Qu'il s'agisse d'impôts indirects, auxquels vous faites allusion, ou d'impôts directs, qui paraissent les plus justes puisqu'ils frappent équitablement en fonction des revenus, chaque contribuable estime que les impôts qu'il supporte personnellement sont trop lourds, ce qui est vrai.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Avez-vous médité les paroles de Montesquieu, contemporain de Voltaire, lorsqu'il déclarait que l'impôt est la part de son revenu que chaque citoyen paie pour jouir paisiblement du reste? Nous sommes loin de cette optique.

M. Collignon. — Votre réflexion est pertinente et nous devrions davantage nous plonger dans la lecture du XVIII^e. Après Voltaire et Montesquieu, il reste sans doute Diderot et Rousseau.

M. Gol, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Il n'est pas évident qu'en faisant appel à *La Religieuse* nous allons résoudre le problème.

M. Cooreman. — Au temps du duc d'Albe, une insurrection a commencé dans les Flandres parce qu'une réforme fiscale exigeant un impôt global de 10 p.c. était envisagée.

M. Collignon. — Vous remontez trop loin dans le temps.

Je ne discute pas le principe de l'impôt, mais je dis que celui-ci semble trop lourd à chaque contribuable. Les impôts sont justes puisqu'ils sont établis par la loi, en vertu de notre Constitution, même si on peut les juger trop lourds. Le Parlement vote les lois, qui sont éventuellement présentées par l'exécutif. Dès le moment où sont votés des impôts, estimés trop lourds par les citoyens, mais indiscutablement justes puisqu'ils correspondent à la loi, il appartient à l'exécutif et au pouvoir judiciaire de prendre les mesures nécessaires pour que le produit de ces impôts justes entre dans les caisses de l'Etat.

Il est sain de protéger le contribuable, mais il est indispensable que chacun paie sa contribution et participe à l'effort général de ce pays qui, dans le cas contraire, deviendrait le pays de chimères que décrivait Voltaire. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, wij, politici, hebben de niet zo gunstige reputatie handige jongens en dames te zijn. Probleemloos draaien wij soms rond de pot bij een vraag die wij als al te heet ervaren. Wij doen beloften die nooit worden gerealiseerd en overdrijven en minimaliseren met genoeg en naargelang het in ons kraam past.

Sinds enige tijd maakt een nieuwe tactiek opgang, de verbloemingsstactiek. Via aangepaste en fijnzinnige woordkeuze probeert men — het «men» van minister Eyskens uit zijn boek *Horizon en Bron*, — de ware en vaak ongunstige zijde van de wetteksten te verbloemen. «Volmachten» zijn geen volmachten, maar «bijzondere machten». «Fiscale amnestie» wat staat voor het kwijtschelden van straffen aan fiscale fraudeurs, werd opgepoetst tot het propere en positief klinkende «fiscale zekerheid».

De meest recente taaltruc schuilt in het ontwerp betreffende de rechtszekerheid van de belastingplichtige opgenomen als hoofdstuk III in het ontwerp dat wij hier bespreken. Louter afgaand op de titel of op de titels, lijkt dat natuurlijk een lovenswaardig initiatief. Niemand betaalt graag te veel belastingen. Iedereen ergert zich aan de ingewikkeldheid van de belastingwetgeving, en ik denk dat iedereen, ook in dit halfroond, het roerend eens is dat de indirecte en directe belastingdruk voor de gewone burger niet eindeloos kan blijven stijgen.

Wij erkennen, eerlijk is eerlijk, dat in het ontwerp houdende fiscale bepalingen een aantal positieve zaken worden aangekondigd voor de kleine en eerlijke belastingbetaler. Zo vinden wij het prima dat de belastingaangifte wordt vereenvoudigd, dat de informatie van de belastingbetaler beter wordt verzorgd, dat belastingverminderingen of aftrekken ambtshalve worden toegepast en dus niet extra moeten worden aangevraagd en dat de administratieve boeten moeten worden gemotiveerd. Ik ga daar niet over uitweiden; collega Collignon heeft dit daarnet zeer deskundig gedaan.

De werkelijke en oorspronkelijke bedoeling van het ontwerp ligt echter elders. Met dit «charter» wordt een moeizaam opgebouwde wetgeving betreffende de strijd tegen de belastingontduikers, waarvan de eerste eclatante resultaten iedereen bekend zijn, in feite afgebroken. Dat is de kern van de zaak en niets anders, alle TV-toespraken van de Vice-Premier ten spijt.

Het begrip «witte-boordcriminaliteit» mag dan wel ingeburgerd zijn, de effectieve bestrijding van deze vorm van misdrijven blijft ondoelmatig en blijkt niet of niet langer prioritair te zijn. Op het einde van de jaren 70 is er nochtans een kentering gekomen. De roep om een stringente bestraffing van fiscale misdrijven werd sterker. Vooral de christelijke werknemersbeweging — KWB — trok tegen dit soort misdrijven fel van leer in haar publicatie *Zwartboek fiscale fraude* van 1980. De vraag naar een strengere beteugeling van deze misdrijven drong door in het Parlement en ook op regeringsniveau.

Zo werd op 1 april 1979 de Bijzondere Belastinginspectie opgericht en even later kwam de wet van 8 augustus 1980 tot stand. Er was vooral de herstelwet van 10 februari 1981 onder Martens IV betreffende de strafrechtelijke beteugeling van de belastingontduiking. De toenmalige minister van Financiën, hier niet aanwezig tenzij in onze geest, dezelfde trouwens als vandaag maar, naar mijn gevoel, sprekend met een andere tong — om nog eens uit zijn boek te citeren: horizonten kunnen wijken en bronnen kunnen uitdrogen —, motiveerde de strengere straffen voor fraudeurs niet enkel uit de noodzaak om de staatsfinanciën gezond te maken maar vooral ook om te komen tot een eerlijker economische concurrentie en tot een rechtvaardiger spreiding van de fiscale last. Wij lezen dit op pagina 2 van de memorie van toelichting bij het ontwerp van herstelwet van 6 januari 1981.

In de Senaatscommissie voor de Financiën, die het ontwerp van deze herstelwet behandelde in, naar ik vermoed, betere omstandigheden dan wij dit hebben gedaan in de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financiën, stelde minister Eyskens niet zonder enige fierheid dat het hier ging om een materie met een zeer lange voorgeschiedenis. Reeds op 17 april 1952 startte de commissie-Ganshof van der Meersch met de studie van een gepaste strafrechtelijke beteugeling van de belastingontduiking. Deze werkzaamheden werden in 1972 en in 1976 overgedaan door de zogeheten werkgroep-Stevigny, waaraan vooraanstaande magistraten en hoge ambtenaren van de ministeries van Justitie en Financiën hebben meegewerkt. Zij hebben perfect samengewerkt en bleken in geen geval geremd te zijn door scrupules met betrekking tot de scheiding der machten waarover zoveel te doen is geweest in onze verenigde commissies.

Uit het commissieverslag over het wetsontwerp van 1981, citeer ik nogmaals minister Eyskens: «De eminente kwaliteiten van kennis en ervaring, zowel op fiscaal domein als op dit van het strafrecht, van hen die aan de basis liggen van het ontwerp betekenen de beste garantie voor de waarde van dit ontwerp.» Ter herinnering, deze woorden hadden betrekking op het ontwerp van 1981 en niet op dit van juli 1986.

Het lijkt mij belangrijk voor het debat de essentie van de wet van 1981 nog eens samen te vatten.

Ten eerste, fiscale misdrijven zullen voortaan worden bestraft met gevangenis en met geldboeten. Het is bekend dat louter een geldboete de grote fraudeurs weinig afschrikt. Zo betaalde een Brussels zakenman uit de vleesverwerkende nijverheid, enerzijds, zonder morren 24 miljoen achterstallige belastingen en boetes aan de fiscus voor het jaar 1983, maar anderzijds, heeft hij een felle strijd gevoerd, hij doet het trouwens nog, om te ontsnappen aan een gevangenisstraf, hoe vervangend ze ook moge zijn.

Ondernemers die nog uitkijken naar een mooie carrière voor henzelf en hun nazaten of personen die hun adellijke afkomst dienen hoog te houden riskeren een zware depressie als zij in een verplichte afzondering terechtkomen.

Ten tweede, voor de straffen uitgesproken met betrekking tot fiscale misdrijven zou het niet meer mogelijk zijn verzachtende omstandigheden te laten gelden om straffen te verminderen beneden het vastgestelde

minimum. De wetgever van 1981 dacht, niet helemaal ten onrechte, dat fraude geen passioneel misdrijf was, bedreven ingevolge een drang waaraan men niet of zeer moeilijk kan weerstaan. Ik herhaal de woorden die door collega Gijs hier gisteren werden uitgesproken: «Fiscale fraude is geen vorm van wettige zelfverdediging.» Misschien zou men zelfs kunnen zeggen dat fraudeurs typische cynici zijn, naar de terminologie van Peter Sloterdijk uit zijn boek *Kritiek van de cynische rede*.

Daaruit wil ik volgend interessant citaat naar voren brengen dat misschien van toepassing is op de categorie van de fiscale fraudeurs: «De cynicus spreekt over zichzelf in de vorm van een bekentenis. In de moderne tijd is de bekentenis naast de theorie de belangrijkste vorm om de waarheid te zeggen. Van Rousseau tot Freud worden existentieel beslissende opvattingen uitgesproken in bekentenissen, belijdenissen en autobiografieën.» En ook Michel Foucault merkte op: «De westerse mens is een bekentenisdier geworden. Maar wanneer de cynicus — de fraudeur — «zegt: zo ben ik, bedoelt hij: zo is het. Zijn schaamteloosheid berust op het inzicht dat zijn kwaad deel uitmaakt van het algemene, het werkelijke waar goed en kwaad opgaan in één grote neutrale massa.»

Een derde element uit de wet van 1981 bepaalt dat het van dan af onmogelijk werd, voor dezelfde misdrijven opschorting van de veroordeling te bekomen of uitstel van de betaling van boetes. Let wel dat het hier telkens moet gaan om misdrijven waarbij een bedrieglijk opzet aanwezig is of het oogmerk om te schaden. Met andere woorden, de verstrooide belastingbetaler of niet-betaler had dus niets te vrezen. De keuze was toen zeer duidelijk. Het afschrikkingseffect van de fiscale strafbepalingen moest worden verhoogd.

De huidige regering met liberalen in plaats van socialisten, maar met dezelfde minister van Financiën, wil die strengere bestraffing nu met één pennetrek ongedaan maken of toch in hoge mate doen inkrimpen. Als aanloopje daartoe was er reeds in 1982 het volmachtbesluit nr. 41 waardoor opnieuw de mogelijkheid tot verzachtende omstandigheden werd ingevoerd.

De grote thesis die in de verenigde commissies voor de Financiën en de Justitie in het lang en het breed werd uiteengezet is nu, dat discriminaties in het strafrecht tussen de fiscale en andersoortige misdrijfplegers uit den boze zijn, omdat ze onrechtvaardig zijn.

Het klonk bijwijlen bijna als een pamflet van Amnesty International. Voor deze belangrijke ombuging van het fiscale strafrecht was dit keer geen behoefte aan het advies van een commissie van experts.

Een diepgaande motivering voor deze nieuwe politieke gedragslijn hebben wij trouwens tot nu toe niet gehoord of gelezen. Zoals ook gisteren hier nog werd benadrukt, werd er trouwens geen enkel concreet bewijs voorgelegd van de vermeende willekeur en de vermeende machtsmisbruiken van de Bijzondere Belastinginspectie.

Een tweede belangrijke terugschroefing betreft de regeling inzake samenwerking tussen de belastingadministratie en het parket. Ik wil eraan herinneren dat tot 1980 het gerecht geen enkel initiatiefrecht had bij de aanpak van de overtredingen inzake inkomstenbelasting. Fiscale misdrijven konden toen enkel op verzoek van de belastingadministratie worden vervolgd. Het relatief geringe aantal fiscale processen stond dan ook niet in verhouding tot de reële omvang van de fiscale fraude. Onder impuls van collega Henrion kregen de parketten door de wet van augustus 1980 hun normale taak van strafvervolgning ook op het terrein van de fiscale overtredingen toebedeeld.

Mag ik ook eraan herinneren dat deze wetswijziging door de toenmalige regering gezien werd als de eerste stap naar een degelijke samenwerking tussen het parket en de belastingadministratie? Toen was er helemaal geen sprake van de noodzakelijke filters voor het optreden van de belastingambtenaar. In tegenstelling tot wat minister Eyskens hier gisteren heeft verkondigd, is de uitdrukking «filtermechanisme» trouwens geen term die door de oppositie werd gelanceerd tijdens de commissiebesprekingen, maar wel door de Vice-Eerste minister zelf. Ik verwijs ter zake naar bladzijde 19 van het verslag.

Een citaat van minister Eyskens uit het commissieverslag van de Senaat van januari 1981 is mijns inziens hier weer op zijn plaats. «Met het oog op het verzekeren van de best mogelijke samenwerking tussen het parket en het departement van Financiën, heb ik aan mijn collega van Justitie een ontwerp van protocol voorgelegd. De strijd tegen de belastingontduiking kan immers niet doeltreffend zijn zonder een actieve samenwerking tussen justitie en de fiscale administratie.»

Dit protocol is er nooit gekomen. In de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Financiën heeft de minister van Financiën hooguit gepreveld dat het zijn vaste voornemen is hier werk van te maken. U

zelf, mijnheer de Vice-Eerste minister, hebt die belofte zelfs niet over uw lippen gekregen. Integendeel!

Het Wetboek van strafvordering stelt dat de procureur des Konings zich zo nodig kan laten vergezellen van één of twee personen, die wegens hun kunde of hun beroep bekwaam worden geacht de aard en de omstandigheden van het misdrijf te beoordelen. Op grond van die bepaling doet het parket geregeld — straks zal men misschien moeten zeggen «deed» — een beroep op ambtenaren van de Bijzondere Belastinginspectie voor assistentie bij huiszoekingen en verhooren. Wij zouden ter zake kunnen verwijzen naar het bekende arrest van het Hof van cassatie van 27 maart 1985, dat de Vice-Eerste minister in zijn inleidende uiteenzetting zelf heeft geciteerd, en waarin die samenwerking als een normale zaak wordt beschouwd.

Als dit ontwerp wet wordt, zal die mogelijkheid worden afgeschaft en zullen wij kunnen spreken van een succesvolle bekroning van een jarenlange hetze, voornamelijk uit liberale hoek, tegen de ambtenaren van de Bijzondere Belastinginspectie, die hun boekje zouden te buiten gaan, blijk zouden geven van te veel zin voor initiatief en het initiatief zelfs uit handen zouden nemen van de procureur of de onderzoeksrechter. Dit zijn goedkope, nietszeggende en ongegronde beschuldigingen, maar het zijn vooral paniekreactions, ingegeven door de angst voor het succes van de samenwerking.

Iedereen is het er immers over eens dat het dossier rond het zwartgeldcircuit in de voetbalsport, of het fraudeproces tegen een man van aanzien — wiens anonimiteit ik hier eventjes wil respecteren — of de internationale fraude technieken van een bepaald wisselkantoor, nooit het daglicht zouden hebben gezien zonder een vlotte samenwerking van alle bevoegden. Reeds in 1984 kwam de heer Henrion, toen nog kamerlid, met een wetsvoorstel op de proppen om de fiscale ambtenaren te verbieden actief deel te nemen aan de behandeling van strafdossiers van belastingplichtigen.

Voor hen die er belang in stellen of er belang aan hechten — men weet maar nooit —, wil ik eraan herinneren dat het voorstel-Henrion van de agenda werd afgevoerd of nooit op de agenda kwam onder druk — als mijn bronnen juist zijn — van het ACW. Een aantal ACW-parlementsleden waren toen van oordeel dat de combinatie van de stielkennis van de BBI met de onderzoeksmogelijkheden van het parket een absolute noodzaak was voor het doeltreffend bestrijden van de fiscale fraude.

De collega's van het ACW hebben uiteraard het recht om van mening te veranderen. Maar als dit bij een hoog tempo en in opvallende stilte gebeurt en ondanks geheugenverfrissend proza in de *Gids op maatschappelijk gebied*, of in het maandblad van de landelijke bediendencentrale, dan moet u, collega's, niet verbaasd zijn dat de eigen achterban niet goed meer kan volgen.

In dit verband zou ik u nog graag een citaat brengen van de heer Sloterdijk wiens lectuur ik u graag aanbeveel. In zijn boek *Kritiek van de cynische rede* zegt de heer Sloterdijk het volgende: «Cynische heersers zien wel in wat voor waas er zit in de kritiek, maar desondanks gaan ze door met het onderdrukken van hun rede en hun gevoel. Handelen tegen beter weten in, intelligent zijn en desondanks «zijn werk doen», dat is ongelukkig bewust zijn in zijn gemoderniseerde vorm. Cynici zijn namelijk niet dom en zien zeker van tijd tot tijd in dat hun handelen tot niets leidt. Hun psychische berusting is echter elastisch genoeg, om de aanhoudende twijfel aan hun eigen activiteiten in te bouwen in hun karakter als factor voor hun overleving. Zij weten wat ze doen, maar ze doen het omdat de dwang der dingen en de wil tot zelfbehoud op korte termijn dezelfde taal spreken en hun vertellen dat het moet. Anders zouden anderen het immers doen, en misschien minder goed. Daardoor ziet het nieuwe geïntegreerde cynisme zichzelf vaak, wat heel begrijpelijk is, als slachtoffer en meent ook zelf offers te brengen. Onder de harde façade verbergt het cynisme een grote hoeveelheid uiterst kwetsbare ongeluksgevoelens en een behoefte aan tranen. Daar zit iets in van rouw om de «verloren onschuld», de rouw om het beter weten waartegen alle handelen en zwoegen zich richt.» Ik laat aan de collega's over te oordelen in welke mate deze uitspraak op hen van toepassing is.

De kous is daarmee niet af. Artikel 29 van het Wetboek van strafvordering bepaalt tot nu toe dat iedere ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdrijf, daarvan dadelijk bericht moet geven aan de procureur des Konings en aan deze magistraat alle desbetreffende inlichtingen en akten moet doen toekomen. In dit procedureel raderwerk wordt nu zand gestrooid. Fiscale ambtenaren worden niet alleen ontheven van hun plicht tot aangifte, ze hebben er zelfs het recht niet meer toe.

Als artikel 107 van het ontwerp wet wordt, moeten die ambtenaren, alvorens een aangifte te doen of een klacht in te dienen, straks machtiging krijgen van de bevoegde gewestelijke directie.

De ambtenaren van de BBI, opgericht met de bedoeling via haar controles de fraudegevallen zoveel mogelijk op te sporen, zullen straks de toestemming moeten krijgen van een topambtenaar, de directeur-generaal van hun administratie.

Mijnheer de minister, tijdens uw uiteenzetting voor de verenigde commissies hebt u daar nog aan toegevoegd dat in de praktijk de directeur-generaal altijd het advies inwint van de administrateur-generaal van de Belastingen.

Nog sterker zijn de bepalingen van artikel 62, paragraaf 3, van dit ontwerp. Daar wordt bepaald dat het openbaar ministerie op zijn beurt verplicht is elke klacht inzake fiscale criminaliteit voor advies aan de bevoegde gewestelijke directeur van de Belastingen voor te leggen. Van ingebouwd wantrouwen gesproken! Dat blijft bestaan, ook al heeft minister Eyskens hier gisteren verklaard dat het advies ook mondeling kan worden ingewonnen.

In zijn magistrale uiteenzetting heeft collega Lallemand hier gisteren terecht gewezen op de ongewone aantasting van het recht van optreden van de parketten *motu proprio*.

In de verenigde commissies werd door beide bevoegde ministers, en door de leden van de meerderheid, herhaaldelijk de scheiding van de machten ingeroepen om de BBI minder parketallures te geven. Dit eerbiedwaardig principe wordt hier volgens mij veel zwaarder geschonken door het openbaar ministerie te dwingen de belastingadministratie te raadplegen. Op de vraag of dat zin heeft en of dat effect zal hebben antwoordde de heer Henrion gisteren trouwens, in zijn bekende voorzichtige stijl, *peut-être*. Ik heb genoteerd dat hij die woorden wel driemaal heeft herhaald.

Het is zeer eigenaardig dat men voor het Strafwetboek wil terugkeren tot de algemene rechtsbeginselen, en dat men in het daarbij nauw aansluitend Wetboek van strafvordering precies het tegengestelde wil doen door van die algemene principes af te wijken, met name inzake de aangifteplicht van de ambtenaren en de activiteitsvrijheid van de parketten.

Ik kan erin komen — ik zou het trouwens wensen — dat de belasting-ambtenaren tot syndicaal verzet komen tegen een operatie die hen in feite degradeert tot minderwaardige ambtenaren en hen bovendien verdacht maakt in de ogen van de publieke opinie.

In de verenigde commissies werd door de beide ministers herhaaldelijk bevestigd dat de bijzondere belastinginspecteurs die worden opgeroepen als deskundige in feite betrokken partij zijn. Het lijkt wel alsof deze ambtenaren persoonlijk voordeel zouden halen uit onderzoeksverrichtingen.

De regering wil ons doen geloven dat deze ambtenaren het recht in eigen handen nemen en het gerecht slechts inschakelen om op een treiterende manier huiszoekingen te kunnen verrichten, alsof er geen procureurs des Konings of onderzoeksrechters meer zijn die de uiteindelijke verantwoordelijkheid dragen en alsof er geen hiërarchische oversten zijn die eventuele overdreven ijver van hun ondergeschikten in toom kunnen houden. Nog een stapje verder en de bijzondere belastinginspecteurs worden afgeschilderd als een bende stoute kabouteren die er alleen maar op uit zijn onwillige, maar toch zo onschuldige belastingplichtigen te pesten.

Volgens dit ontwerp zal het indringend onderzoekswerk uitsluitend worden toevertrouwd aan het parket en meer in het bijzonder aan de extra substituten die in dienst zullen worden genomen. Collega Verschuere van onze fractie zal commentaar geven op het statuut en de werkvoorwaarden van die speciale substituten.

Ik beperk mij tot de evidente vaststelling dat het onderzoeken van grote fraudedossiers enorm veel kennis, ervaring en geduld vergt. Er is niet alleen kennis vereist van de verschillende Belgische belastingwetten maar ook van de internationale fiscale wetgeving. Er is ervaring nodig en systematische boekhoudkundige controles zijn noodzakelijk. Men moet thuis zijn in internationale financiële transacties en fraudemechanismen en dat houdt heel wat meer in dan couponnetjes knippen in Sas-van-Gent of in Bergen-op-Zoom.

Deze kennis is niet of op onvoldoende wijze aanwezig bij het gerecht en is ook niet terug te vinden bij één of andere geïsoleerde magistraat of ambtenaar. De kracht ligt in de samenwerking van deskundigen op verschillende deelgebieden. Zoals ik reeds heb gezegd is het succes van de BBI precies te danken aan het feit dat zij werkt met cellen van

gespecialiseerde ambtenaren uit verschillende administraties die een enorme ervaring hebben opgebouwd in fiscaal onderzoek.

De indienstneming van vijftien substituut-procureurs gespecialiseerd in belastingzaken mag voor ons best. Wij hebben daartegen helemaal geen bezwaar maar wij verwerpen het als alternatief, gewoon omdat het niet opweegt tegen de huidige samenwerking op het vlak van de grote fraudebestrijding. De minister van Justitie vond het nodig er in de verenigde commissies op te wijzen dat hij zelf geen groot voorstander was van de benoeming van deze substituten maar dat hij dit heeft aanvaard «als resultaat van een akkoord binnen de regering».

De bijzondere belastingsubstituten — misschien kunnen wij voortaan spreken van de BBS — moeten waarschijnlijk doen vergeten dat CVP-kamerlid Dupré in de vorige legislatuur een voorstel heeft ingediend dat ertoe strekte leden van de BBI te detacheren naar het parket. Wij zijn zo vrij geweest, samen met de PS, de essentie van dit CVP-voorstel over te nemen bij wijze van amendement.

Hoe dan ook, het voorgestelde «alternatief» is een voorbeeld van een slecht compromis. Uit de bespreking in de verenigde commissies is duidelijk gebleken dat het helemaal niet de bedoeling is een echt gespecialiseerd en exclusief vrijgesteld korps op te richten van «fiscale substituten».

Fiscale aangelegenheden zullen ook kunnen worden behandeld door andere substituten, terwijl de specialisten in fiscale zaken ook andere dossiers kunnen behandelen. Er is dus zelfs geen verplichting om fiscale dossiers aan de specialisten op te dragen. Zij blijven bovendien in de eerste plaats verbonden aan een beperkt rechtsgebied dat hooguit overeenstemt met de gebiedsomschrijving van een hof van beroep, terwijl de georganiseerde fiscale fraude nationaal en zelfs internationaal is.

De kracht van de BBI lag juist ook in het kunnen optreden over het gehele land, zonder gehinderd te zijn door allerlei formaliteiten. De tijd die daarbij wordt gewonnen op de aalvlugge en vindingrijke fraudeurs, mag niet worden onderschat.

Voorts zullen de gespecialiseerde substituten nog enkel een beroep kunnen doen op ter zake niet of weinig gespecialiseerde diensten van de rijkswacht, BOB, of de gerechtelijke politie.

Nog belangrijker is dat de nieuwbakken substituten bij industriëlen en andere kapitaalkrachten zullen moeten opboksen tegen ervaren, gehaide en flink betaalde belastingconsulenten uit de privé-sector.

Ik vrees derhalve dat de grootschalige fraude weldra opnieuw buiten schot zal blijven en dat de benoemde substituten zich zullen laten gelden door kleinere fraudeurs, die zich geen bijstand van belastingconsulenten kunnen veroorloven, het leven zuur te maken of het vuur aan de schenen te leggen.

Ik wil stilaan besluiten.

De «ommekeer» sinds Martens V op het vlak van de fraudebestrijding is een ideologische keuze. Trouwens niet de enige.

Ondanks de verpletterende overheidsschuld en de zware offers die de arbeidende bevolking en de uitkeringsgerechtigden werden opgelegd, weigert men drastische maatregelen te nemen of gewoon in stand te houden om de staatsinkomsten op peil te houden door de fiscale achterpoortjes en lekken af te grendelen en droog te leggen. Dat de samenwerking tussen het Brusselse parket en de BBI tussen 1982 en 1985 verschillende miljarden voor de staatskas opleverde, is nochtans niet niets. Toch wordt de nieuwe fiscale wetgeving van 1980, hoewel sterk gemotiveerd en ernstig voorbereid, nu op een drafje ongedaan gemaakt.

In het verslag van de verenigde commissies wordt een betekenisvol zinnetje in de mond gelegd van de minister van Justitie: «Het ontwerp wil de taak van alle betrokkenen afbakenen.» Inderdaad. Maar het klinkt vrij diplomatisch. Feitelijk wil men een muur optrekken tussen het parket en de belastingadministratie, zeggend als reactie tegen misbruiken bij fraudebestrijding, maar in feite om een grote schaduw uit te spreiden over mensen en dingen die het zonlicht schuwen.

Ik hoor minister Dehaene, in een toelichting bij het Sint-Annaplan nog verklaren dat de twee politieke families in de huidige regering hun electorale taboes hebben moeten inleveren. Dit klopt voor de christen-democraten: de 21 miljard besparingen op onderwijs en de 52 miljard op de sociale zekerheid snijden diep in het vlees van de christen-democratische achterban. Het liberale taboe van de fiscale stop blijft daarentegen rechtop staan — hoe wankel ook — als een spottende totempaal. Meer nog: met dit charter kunnen de fraudeurs later een rondedans uitvoeren, dromend van eeuwige jachtvelden. (Applaus op de socialistische banken.)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, le projet qui nous est soumis donne aux juristes certaines satisfactions, même si elles sont sur quelques points incomplètes, parce qu'il réinstalle ou consolide, dans notre ordre juridique, un certain nombre de principes fondamentaux de notre droit. Je songe notamment, et j'y reviendrai dans quelques instants, au principe de la non-rétroactivité des lois et arrêtés royaux, à la séparation entre la procédure administrative et la procédure judiciaire et à l'application générale de notre droit pénal commun.

Mon collègue M. Desmarests l'a dit hier, cette charte du contribuable vise — c'était un objectif des sociaux-chrétiens — à garantir les droits de tous les contribuables en assurant leur légitime protection face aux administrations fiscales, tout en maintenant dans notre droit pénal l'arsenal susceptible d'enrayer les éventuelles fraudes fiscales.

Je voudrais passer brièvement en revue d'abord les dispositions relatives au droit pénal, ensuite les dispositions qui ont trait au droit fiscal.

En droit pénal, on se réjouira de constater que le livre premier du Code pénal est dorénavant intégralement applicable aux droits de fraude fiscale, y compris pour les circonstances atténuantes que le paragraphe 2 de l'article 100 du projet initial n'admettait pas, pour les peines et pour l'emprisonnement subsidiaire.

Ce principe d'alignement de la répression de la fraude fiscale sur le droit pénal général s'appliquera également en matière de suspension du prononcé et du sursis pour les peines pécuniaires.

En ce qui concerne l'article 62 sur lequel le ministre a donné, en commission, les éclaircissements souhaités, il subsiste, monsieur le Vice-Premier ministre, une petite difficulté d'interprétation qui m'apparaît devoir être résolue si l'on veut éviter des malentendus.

Le paragraphe 3 de l'article 62 prévoit que le procureur du Roi joint à sa demande d'avis au directeur régional des Contributions directes les éléments de fait dont il dispose.

Or, l'article 235, paragraphe premier, du Code des impôts sur les revenus, exige, pour la transmission des pièces de la procédure judiciaire, l'autorisation du procureur général, ou de l'auditeur général, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Dans l'application de l'article 62, paragraphe 3, le procureur du Roi, pour transmettre les éléments dont il dispose, a-t-il besoin de l'autorisation du procureur général? Je ne vous cache pas que j'ai une hésitation à cet égard. Je souhaiterais obtenir votre avis sur ce point.

Dans l'article 62, paragraphe 3, en effet, il s'agit d'une demande d'avis antérieure à l'engagement de la procédure. Au contraire, selon l'article 235, paragraphe 1^{er}, du Cir, le procureur du Roi doit avoir l'autorisation du procureur général pour la transmission des documents « relatifs à des procédures judiciaires ». L'emploi des termes « procédures judiciaires » laisse supposer qu'il s'agit de procédures engagées, alors que, dans l'article 62, paragraphe 3, du texte dont nous discutons, la procédure ne me paraît pas engagée. Je souhaiterais, je le répète, recevoir des éclaircissements du gouvernement sur ce point.

Enfin, on approuvera dans le projet l'interdiction faite aux agents du fisc de participer en qualité d'expert à l'instruction, leur rôle étant limité à celui de simple témoin. Cette mesure extrêmement positive doit permettre d'éviter toute confusion entre les procédures administratives et les procédures judiciaires, chacune ayant ses propres exigences.

J'en viens aux dispositions du chapitre fiscal.

L'article 108 consacre, en ce qui concerne les arrêtés pris pour l'exécution des lois fiscales, le principe de la non-rétroactivité. Il est vrai, et on peut le regretter, que ce principe ne figure pas dans notre droit constitutionnel, mais il est inscrit à l'article 2 de notre Code civil et à l'article 2 de notre Code pénal. Il figure, ne l'oublions pas, à l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, convention dont, nous le savons tous, les dispositions priment le droit interne. D'ailleurs, notre Cour de cassation a consacré la non-rétroactivité comme étant un principe fondamental de notre ordre juridique.

Je voudrais attirer l'attention du gouvernement sur une des conséquences qui s'attachent à l'affirmation de ce principe. Il signifie en effet que l'évaluation des avantages de toute nature, faite actuellement forfaitairement par le Roi à l'expiration de l'année des revenus, c'est-à-dire avec effet rétroactif, ne pourra plus se faire à l'avenir sauf si une disposition légale consacre la rétroactivité.

Je crois, monsieur le Vice-Premier ministre, que, sur le plan de l'application pratique, ce principe de non-rétroactivité peut, dans certains cas, soulever des difficultés.

Je n'évoquerai pas le problème des réclamations et de la suspension des intérêts de retard ni celui de la réduction automatique en matière de précompte immobilier, dont a parlé hier mon collègue José Desmarests.

Il est une autre disposition du projet qui doit permettre une amélioration des relations entre l'administration fiscale, d'une part, et le contribuable, d'autre part : c'est l'obligation pour l'administration de motiver les décisions relatives aux amendes administratives. Nous nous réjouissons, nous, sociaux-chrétiens, de ce premier pas accompli dans la voie de la motivation généralisée de toutes les décisions administratives, à l'instar d'ailleurs de ce qui existe dans les autres pays de la Communauté européenne.

C'est parce que ce projet constitue un pas important dans la voie de la sécurité juridique et consacre un certain nombre de principes fondamentaux, au respect desquels les sociaux-chrétiens sont attentifs, que nous en approuvons le contenu. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van In.

De heer Van In. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal zo vrij zijn de draad weer op te nemen waar ik hem gisteren liet vallen. Gisteravond heb ik mijn uiteenzetting in de algemene bespreking besloten met een parafrase op de uitspraak « macht corrupteert », en gezegd dat ook « onmacht corrupteert ».

Een gemeenschap, een geheel van burgers die zich bedrogen voelen, zich ergens « gepakt » voelen, zijn geneigd tot medecorruptie. Ik veronderstel dat het niet de bedoeling is van de regering daar enig voer voor te verstrekken.

Het is mijn bedoeling in verband met het hoofdstuk dat wij vandaag bespreken enkele vragen te stellen en enige gegevens aan uw aandacht te onderwerpen. Het moet opvallen dat in gerechtelijke statistieken inzake criminele praktijken in ons land tot 1980, de belastingfraude zelfs niet wordt vermeld. Het jongste boekdeel dat door het Instituut voor de statistiek ter zake werd gepubliceerd dateert van 1985 en heeft betrekking op de cijfers van 1980.

U zult in deze statistieken nauwelijks enige verwijzing vinden naar wat wij vandaag een misdrijf van fiscale fraude noemen. Meer nog, in verband met de burgerlijke behandeling van de fiscale discussies, namelijk inzake het beroep tegen de beslissing van de directeur, beroep dat wordt behandeld voor de hoven van beroep, kan ik u op basis van de meest recente statistieken — u weet dat het NIS een behoorlijke achterstand heeft in het verzamelen van de gegevens — het volgende mededelen. In 1981 waren er bij de vijf hoven van beroep samen, 3 081 dergelijke gevallen hangende en werden er 385 gevallen berecht. Eveneens in 1981 bedroeg het totaal aantal zaken dat door de vijf hoven van beroep werd behandeld 50 003, waarvan 7 086 zaken werden berecht. In het totaal volume van de zaken die bij de hoven van beroep hangende zijn, is het aantal fiscale zaken betreffende het administratief beroep tegen een beslissing van de directeur echt verwaarloosbaar.

Ik resumeer: voor zover ons bekend — en latere statistieken zullen meer duidelijkheid brengen — was over het fiscaal misdrijf als dusdanig tot en met 1981 in de gerechtelijke statistieken niets vermeld. Wat betreft de klassieke discussies over belastinggegevens, was het aantal hangende zaken voor de hoven van beroep relatief verwaarloosbaar ten aanzien van de enorme gerechtelijke achterstand die einde 1981 was tot stand gekomen.

Dit eerste gegeven, een bescheiden statistisch gegeven, moet worden aangevuld met enkele retroacta op het stuk van de wetgeving. Men kan de discussies, de gevoeligheden, de moeilijkheden die zich nu manifesteren, niet begrijpen wanneer men niet de moeite doet om na te gaan hoe de strafrechtelijke vervolging ten aanzien van een belastingmisdrijf zich in ons land heeft ontwikkeld.

Ik vind trouwens in het voorstel van dienstdoende voorzitter, de heer Henrion, een treffende verwijzing naar deze retroacta, waar hij in het document dat destijds bij de Kamer van volksvertegenwoordigers werd ingediend, verwijst naar de wet van 31 december 1925. Deze wet kwam tot stand, mijnheer de minister, ingevolge een arrest van het Hof van cassatie dat precies bepaalde wie vervolgende bevoegdheid had in zaken van fiscale misdrijven. Ingevolge dit arrest werd in de wet van 31 december 1925 bepaald dat de vervolging wordt opgedragen aan de fiscale administratie. Deze toestand is ongewijzigd gebleven tot het begin

van de jaren 80. Wij hadden toen een driepartijenregering, gevormd door de christen-democraten, de socialisten en de liberalen.

Men is tot de vaststelling gekomen dat men een andere weg diende op te gaan, en dat het niet meer redelijk was het fiscaal misdrijf een andere behandeling te geven dan het gemeenrechtelijk misdrijf. Tengevolge daarvan en ook — geef het in godsnaam toe — van een druk uit de samenleving heeft men de wetten van 1980 en de besluitwetten van 1981 gebruikt om aan de parketten een grotere bevoegdheid te geven om aan bepaalde diensten van de belastinginspectie meer middelen ter beschikking te stellen ten einde grote gevallen van fiscale fraude te behandelen.

U vindt een aantal van deze gevallen in het verslag. Als men ze vergelijkt met het totaal volume van de vervolgingen die door de parketten moeten worden ingesteld op gemeenrechtelijk vlak, is dit ook te verwaarlozen.

Ik kom zo terug bij mijn uitgangspunt: men discuteert hier over een beperkte reeks personen of een beperkte reeks intenties. Plots en merkwaardig genoeg bijna van dezelfde bron die de wetgeving van 1981 had geïnspireerd, krijgen wij tijdens de regeerperiode van Martens V de tegengolf, namelijk de vraag om aan de maatregelen die in 1980 waren afgekondigd, een andere wending te geven.

Welke zijn de beweegredenen van deze tegengolf? Ik kan ze u mededelen, want ze komen van een onverdachte bron. De heer Henrion schrijft in het voorstel van wet dat hij indiende bij de Kamer van volksvertegenwoordigers op 17 januari 1984, als eerste motivering het volgende: «Te veel initiatieven vanwege de parketten die in sommige gevallen gepaard gaan met voorlopige hechtenis, wat ten aanzien van de algemene beginselen op dat gebied niet verantwoord is.» De tweede reden, in dit debat nog niet gereveleerd, is de volgende: «Het bestaan van aangiften waarbij deze worden gedaan, niet om een verdiende straf te doen opleggen, maar om een overtreding te doen ontdekken waaromtrent de administratie niet over voldoende aanwijzing beschikt.»

Ik vat samen: ten opzichte van de stringente wetgeving, die de openbare ministeries had gewapend door hun bepaalde middelen en mogelijkheden te geven, verwijt de heer Henrion — ik meen dat deze verwijten door dit ontwerp worden beantwoord — dat er veel te veel initiatieven worden genomen, dat deze leiden tot aanhoudingen en voorlopige hechtenis, dat deze voorlopige hechtenis niet evenredig is tot het misdrijf. Voorts klaagt de heer Henrion aan — en ik verzoek de minister mij te bevestigen dat deze verwijten gegrond zijn of ze tegen te spreken — dat de handelingen van de parketten niet zijn ingegeven om misdrijven te vervolgen maar om zich de bewijzen te verschaffen van een bepaald misdrijf.

Mag ik de leden van de Senaat even confronteren met de gemeenrechtelijke praktijk? Is de gemeenrechtelijke praktijk zo verschillend van wat de indieners van dit wetsvoorstel aanklagen? Wanneer er sluitende vermoedens zijn, levert de onderzoeksrechter een bevel tot huiszoeking af, wordt de burger op de meest onverwachte momenten verrast, worden zijn huis en inboedel door elkaar gehaald om de bestaande vermoedens te bevestigen.

Wordt trouwens het fenomeen van de voorlopige hechtenis niet algemeen aangeklaagd als ongepast en slecht gebruikt? Waar is dus het onderscheid tussen een gekwalificeerd gegeven van fiscale fraude en een gemeenrechtelijk misdrijf als diefstal, bedrog of schriftvervalsing? Men zou betere redenen moeten hebben om een wetswijziging voor te stellen zoals in het ontwerp dat wij nu behandelen.

De heer Cooreman. — Ik zal u daar straks op antwoorden.

De heer Pataer. — Namens de fractie dan.

De heer Van In. — Ik zeg meer: voor degenen die de structuur van de Belgische magistratuur niet kennen, wijs ik erop dat deze structuur op het ogenblik grosso modo vierledig is. Ik veralgemeen: er is de magistratuur die zich louter met de burgerlijke conflicten bezighoudt, daarnaast de instantie die zich beperkt tot de strafrechtelijke inbreuken, verder een instantie die gaat over de conflicten tussen handelaars en tenslotte nog een korps magistraten die bevoegd zijn voor de conflicten op het gebied van het sociaal recht.

Als we de maatschappij ontleden zoals ze nu waait en draait, kunnen we dan geen gelijkaardige structuur terugvinden? Ik meen dat het antwoord negatief is. De maatschappij van na de tweede wereldoorlog is

van een totaal ander type dan de maatschappij die werd gevisieerd door de gerechtelijke structuur van de Napoleontische tijd. Sindsdien zijn er specifieke aspecten van economisch, ecologisch en internationale aard bijgekomen. Voor delicten in bepaalde beroepsgroepen of milieus wil men nu blijkbaar een betere uitrusting van de korpsen, namelijk waar men een onderscheid wil maken tussen fiscale fraude en fraude op het ecologische, economische of sociale vlak. Persoonlijk zie ik daar geen enkele reden toe.

Ik vraag me trouwens af waar men meer gespecialiseerde mensen zou moeten plaatsen dan voor de beteugeling van economische of ecologische misdrijven. Daar is het vaststellen van een misdrijf uiterst moeilijk geworden. Onze magistratuur, onze diensten en onze korpsen zijn niet meer gewapend om dergelijke misdrijven afdoend vast te stellen.

Mijn tweede algemene conclusie is dan ook dat er klaarblijkelijk een discrepantie geschapen wordt tussen de verschillende vormen van misdrijven. Dit is verdacht. Is daar geen reukje aan? De vraag stellen is ze allicht beantwoorden.

Ik zal nu een poging doen tot een globale benadering van de teksten van hoofdstuk III van het ontwerp, die specifiek te maken hebben met het zogenaamde handvest. Ik vraag u allen, woorden als «charter» of «handvest» niet langer in de mond te nemen want deze teksten zijn die benamingen onwaardig. Als er ooit een charter of een handvest van de burger of van de belastingplichtige zal komen, dan hoop ik dat het van een andere kwaliteit zal zijn dan de teksten die wij momenteel bespreken. Ik wil het hier alleen hebben over de teksten die betrekking hebben op het afzwakken van de vervolging van fiscale misdrijven. Ik stel vast dat men hier enige doekjes voor het bloeden bij de hand houdt. De verplichting om de vergelijkingspunten nauwkeurig te omschrijven en kleine verbeteringen, zoals het motiveren van het opleggen van een boete, zijn inderdaad niet meer dan de klassieke remedies. Wij kunnen daar niet langer bij stilstaan omdat zij aan een vanzelfsprekendheid beantwoorden.

Een tweede reeks gegevens heeft betrekking op het penaal vlak, namelijk het gelijkstellen van degenen die een fiscaal misdrijf plegen met degenen die een misdrijf plegen van gemeen recht. Ik zal de laatste zijn om mij tegen deze gelijkstelling te verzetten. Ik vond het nogal eigenaardig dat een driepartijenregering in de jaren 80 zo dwaas was tussen twee vormen van misdrijven een onderscheid te maken. Wij hebben, ik herhaal het, tegen het wegwerken van deze verschillen, geen enkel bezwaar. Integendeel.

Intussen, mijnheer de Voorzitter, is het rapport van de heer Legros, de koninklijke commissaris die zich bezighoudt met de herziening van het strafrecht, verschenen. Wij hebben allemaal, samen met de heer Legros, vastgesteld dat de strafrechter eigenlijk niet genoeg gewapend is ten aanzien van bepaalde misdrijven.

Men mag de vraag stellen of een gekwalificeerd fiscaal fraudeur niet op een meer sociale en naar de gemeenschap gerichte manier moet worden gestraft. Wij stellen vast dat dit in de huidige stand van zaken niet mogelijk is. Ik bedoel daarmee niet dat men iemand aan de schandpaal moet spijkeren. Maar er moeten afdoende middelen tot sociale reïntegratie mogelijk zijn bij het bestraffen van bepaalde personen.

Zo kom ik tot het belangrijkste onderdeel van het ontwerp, namelijk de herziening — ik zou durven zeggen het op de kop zetten — van de strafprocedure.

Men heeft hier gesproken over het inbouwen van een filter, om tegemoet te komen aan de bezwaren die indertijd door de heer Henrion in zijn voorstel van wet werden geformuleerd. Ik wil die bezwaren nog eens herhalen. Enerzijds, zou men eigenlijk misbruik maken van de investigatiemaatregelen, de voorlopige hechtenis inbegrepen, en, anderzijds, zou de investigatie niet tot doel hebben een misdrijf te omschrijven, maar het te ontdekken.

Mevrouw Delruelle en de heer Henrion hebben dus op een schitterende wijze hun lading binnengehaald. De tekst die door deze twee collega's oorspronkelijk werd ingediend, lijkt als twee druppels water op dit gedeelte van het wetsontwerp. Bepaalde alinea's en zinnen zijn gewoon afgeschreven. De PRL en de PVV hebben dus hun slag thuisgehaald. De indieners van het oorspronkelijke voorstel hebben hun twee grote argumenten kunnen doordrukken.

Ik wil mij hier niet speciaal richten tot bepaalde beroepsgroepen of bepaalde verenigingen van dit land, zoals de heer Pataer, maar doodgewoon tot al degenen die nog enig gevoel voor rechtvaardigheid hebben,

in welke milieus zij ook te vinden zijn. Zij moeten toch tot het besef komen dat er iets scheefgegroeid is en niet langer meer klopt. Hier wordt duidelijk de hand boven het hoofd gehouden van instanties die discutabele praktijken toepassen.

In de nieuwe benadering die door dit ontwerp wordt voorgesteld, moet in geval van vervolging het openbaar ministerie eerst advies vragen aan een directeur van Belastingen. Op zijn beurt is alleen een directeur van Belastingen, en geen enkele andere ambtenaar, in staat om machtiging tot vervolging te geven. Deze dubbele toelating werd hier het filtermechanisme genoemd. Dit lijkt me echter een zeer zwakke benaming. Mijns inziens wordt hier de middeleeuwse «schuif» of draailade in eer hersteld. Ik weet niet of u het gebruik van die draailade kent. Wanneer men destijds een kind te vondeling wilde leggen, kon men aan de buitenkant van de *hospice* dit kind in een lade leggen. Die lade werd dan rondgedraaid en aldus werd het kind in de *hospice* opgenomen.

Vindt u dat de voorgestelde methode ook niet een herstel van die draailade is? Men legt in de draailade iets wat men kwijt wil en waarvoor men niet langer verantwoordelijk wil zijn. Dit wordt dan in de schoenen van een ander geschoven, met dien verstande dat men niet op voorhand weet hoe het pak dat men in de draailade heeft gelegd, zal worden behandeld. Het gaat hier in het ontwerp niet om een filtermechanisme, mijnheer de Vice-Eerste minister. In dit wetsontwerp wordt immers een accurate en bijzondere benadering voor elk afzonderlijk geval voorgeschreven.

Welnu, tot nu toe was het in ons recht, en zeker in ons strafrecht, een heilige regel dat iedere burger op een zelfde voet moest worden geplaatst. Er was dus geen draailadepolitiek inzake de te behandelen dossiers. Door het noodzakelijke advies, enerzijds, en de machtiging, anderzijds, wordt de individuele benadering van de dossiers als het ware ingebouwd. Ik wil ervoor waarschuwen dat zo een praktijk leidt tot een klassejustitie.

Deze maatregel wijst op een politiek compromis. Wanneer men niet in staat is geweest om de stringente bepalingen van 1980 in stand te houden, zal men nu evenmin in staat zijn om deze hoogst betwistbare op een politiek compromis gesteunde maatregelen lang in stand te houden. Wij mogen dus verwachten dat vroeg of laat nieuwe wijzigingen aan de fiscale wetgeving zullen worden voorgesteld. Wij kunnen dat betreuren, maar de ervaring zal aantonen, ook bij degenen die nu pleiten voor een herziening van de wetgeving — dat hoop ik althans —, dat deze maatregelen die neerkomen op een draailadesysteem, op een individuele benadering, in de toekomst dienen te worden herzien.

Zo kom ik dan tot het laatste deel van mijn betoog, met name de maatregelen betreffende de installatie van een substituut-fiscaal, zoals men dat in Nederland zou noemen. Maar zoals altijd bij ons, is het maar een halve maatregel en kan men maar spreken van een «substituutje». Zoals vorige sprekers wil ik ook wijzen op de eigenaardige manier waarop dit politiek compromis werd bekostigd. Vermits onze magistratuur en de vervolging via de parketten gesteund is op een indeling in gerechtelijke arrondissementen, zou men kunnen verwachten dat er in elk gerechtelijk arrondissement een aantal ambtenaren en een aantal instanties bevoegd zijn om in geval van fiscale misdrijven initiatieven te nemen. Maar neen. Dat zal zo niet gebeuren. Hoe zal men dan te werk gaan?

In de lokatie van elk hof van beroep zal men aan de procureur des Konings die in dezelfde stad resideert een aantal substituten-fiscaal toevoegen. Deze substituten-fiscaal zullen dan, mits machtiging wordt verleend door de procureur ter plaatse, kunnen optreden in alle gerechtelijke arrondissementen die onder het hof van beroep ressorteren. Ik geef een praktisch voorbeeld.

In Oost-Vlaanderen worden aan de procureur des Konings te Gent drie substituten-fiscaal toegevoegd. Zij zijn bevoegd om op te treden in de drie arrondissementen van de provincie Oost-Vlaanderen en in de vier arrondissementen van de provincie West-Vlaanderen. Dus van Sint-Niklaas tot Veurne en van Oudenaarde tot Brugge worden deze mensen geacht mobiel, bekwaam, intelligent en energiek op te treden.

Zij treden aldus op, op grond van een drievoudige aanhorigheid. Ten eerste, ten opzichte van de procureur des Konings die hun korpsoverste is, ten tweede, ten opzichte van de procureur des Konings te lande — als ik dat zo mag noemen —, en ten derde, ten opzichte van het dossier dat hun door één van de gewestelijke directeurs of de directeur-generaal van de BBI is overgezonden. Afgezien van die betwistbare mobiliteit van de substituten-fiscaal — of zij, zoals collega Collignon zei, zich nu in een *mobihome* verplaatsen of niet — gaat de persoonlijke immobiliteit van deze magistraten alle perken te buiten. Men verwijst in de teksten

telkens ook naar een gewestelijk directeur, maar die gewestelijke directeur is niet steeds een en dezelfde persoon.

Kent u enigzins de opbouw van de fiscale administratie? U weet toch dat er wetboeken zijn van inkomstenbelastingen, van successierechten, van registratierechten, van de met het zegel gelijkgestelde taksen enzovoort. Daarvoor bestaat telkens een bevoegde administratie, telkens een bevoegde directeur.

Wanneer men spreekt over de gewestelijke directeur van bijvoorbeeld Oost-Vlaanderen, gaat het niet om een en dezelfde persoon maar kan het voor één dossier om verschillende personen gaan naargelang men te maken heeft met inkomstenbelastingen, successierechten, registratierechten enzovoort.

Rebus sic stantibus is de situatie zo verward, zo ongeloofwaardig, zo met compromissen beladen dat er onoverkomelijke bezwaren tegen de tekst van dit ontwerp blijven bestaan, ondanks de goede zaken die erin staan.

Ik eindig zoals ik begonnen ben. Macht maakt corrupt, maar de onmacht van degenen die worden geconfronteerd met deze ongelooflijke warboel, met dit duidelijk politiek favoritisme, maakt eveneens corrupt. Dat maakt de mensen niet alleen bevreesd en onbehaaglijk, maar zet ook aan tot opstandigheid.

Gisterenavond heb ik gezegd dat fiscale fraude in ons land een beetje een sport is geworden, en ook de fiscale administratie ziet het zo.

Bij het begin van deze uiteenzetting hebben wij de cijfers geciteerd. Voor zover ons bekend is het aantal gevallen waarin op strafrechtelijk gebied stringent wordt opgetreden eigenlijk niet zo overdreven groot.

De heer Wyninckx. — Het zijn de beroepsspelers die het meest verdienen. De liefhebbers bekomen veel minder.

De heer Van In. — Dan zijn er de uitzonderlijke gevallen. Die hebben niets te maken met diploma's, met de graad van intelligentie of met de hoogte van de sociale status. Zij kunnen op elk moment bij elke persoon voorkomen. Het komt erop aan in een specifiek milieu te zijn ingewijd, erin te zijn opgegroeid of erin te leven.

Ik denk dat het een grote politieke vergissing is zich zo opvallend eenzijdig in deze materie vast te bijten. Zo berokkent men zijn zaak enkel nadeel.

Ik zou u, collega's, ervan willen overtuigen hier nog eens over na te denken. Ik zou willen bewijzen dat de voorgestelde oplossing niets oplost en, het is al gezegd, dat niet alleen de «fiscale» substituut enige voorkennis moet hebben van fiscaal recht, maar ook de rechter en zeker de onderzoeksrechter die met dergelijke zaken worden belast. In de huidige stand van zaken is dat lang niet altijd het geval. Weinigen onder u weten dat een onderzoeksrechter eigenlijk maar een gewone rechter is die gedurende een aantal jaren die opdracht vervult, en dan ook naar promotie streeft, wat zijn goed recht is. De onderzoeksrechter is dus geen professioneel die een leven lang ijverig klaar staat en zich specialiseert om bepaalde onderzoeksverrichtingen uit te voeren.

De heer Cooreman. — Gelukkig maar!

De heer Van In. — Het is een gewone rechter die gedurende een beperkte periode met een specifieke opdracht wordt belast.

Als ik erin slaag u te bewijzen dat het systeem van de «fiscale» substituut een lachertje is en dat onderzoeksrechters in ons land niet zijn gewapend om zich ernstig in te laten met grote fiscale fraude, vraag ik u van mij aan te nemen dat wat hier wordt voorgesteld niet alleen een politiek compromis is maar een cadeau aan een aantal instanties. (*Applaus op de banken van de Volksunie en op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman, rapporteur.

De heer Cooreman, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, de fiscale fraude staat sinds een aantal jaren sterk in de publieke belangstelling. Nochtans bestaat zij reeds sedert lang, ik zou zeggen, zo lang belastingen worden geheven. Zij is echter een maatschappelijk verschijnsel geworden dat zeer ruim verspreid is en waarmede, jammer genoeg, enorme bedragen zijn gemoeid. Niemand onder ons of hier buiten kan de fiscale fraude als dusdanig verdedigen. Maar de heer Collignon ging daarstraks mischien wat te ver toen hij beweerde «tout impôt est juste». Ik zou zo ver niet durven gaan en de voorbeelden die ik dadelijk zal aanhalen

zullen hem wellicht doen inzien dat ik gelijk heb. Als wij de feiten nagaan, worden wij dienaangaande inderdaad toch iets sceptischer.

Een eerste voorbeeld betreft de staatslening van 1971-1987. Wie in 1971, geheel te goeder trouw, inschreef op die lening bekam toen 7,5 pct. interest op het kapitaal dat hij stortte. Die man of vrouw — meestal zijn het de vrouwen die de beurs houden in de gezinnen — was in december 1984 reeds 63 pct. verloren van de som waarvoor hij of zij had ingetekend door de daling van de koopkracht. Als zijn kapitaal in 1987 nominaal tegen 100 pct. zal worden terugbetaald, zal dat wellicht nog slechts een derde vertegenwoordigen van de koopkracht in 1971. Het verhaal is nog niet gedaan. Hij ontvangt een bruto-interest van 7,5 pct. of, na aftrek van de roerende voorheffing die destijds 20 pct. bedroeg, 6 pct. netto. Sedert 1984 bedraagt de roerende voorheffing 25 pct. en ontvangt hij dus netto nog 5,625 pct. interest. Tot einde 1983 moest hij deze interesten aangeven aangezien er geen bevrijdende roerende voorheffing was. Zeer veel mensen zouden trouwens een deel van de roerende voorheffing hebben teruggekregen indien zij die inkomsten hadden aangegeven maar dat gebeurde niet altijd. Zij waren dus in feite fraudeurs.

Indien die persoon in kwestie een belastbaar inkomen had van 750 000 frank, kwam hij in de belastingtranche van 50 pct. en dan spreek ik nog niet van de gemeentelijke opcentiemen, want niet iedereen woont in Knokke. Op de netto-inkomsten van deze lening moest hij dus een bijkomende belasting betalen terwijl hij reeds twee derde van het ingetokene kapitaal zou verliezen. Zal iemand onder ons deze man of vrouw beschouwen als een fiscaal fraudeur? Geen zinnig mens durft te beweren dat dit *l'impôt juste* is. Die persoon verliest twee derde van zijn kapitaal en kan bovendien worden beschouwd als fiscaal fraudeur aangezien hij in overtreding is met de wet. Heel wat burgers in ons land hebben dergelijke inkomsten, al dan niet terecht, niet aangegeven.

Een tweede voorbeeld. Wie enigszins vertrouwd is met faillissementen vooral van zelfstandigen weet dat velen, na de sluiting van het faillissement, dikwijls nog belangrijke bedragen moeten betalen voor belastingen aangerekend op winsten die zij niet hebben gemaakt. Zij worden veelal getaxeerd in het jaar waarin het faillissement werd uitgesproken. Een faillissement wordt meestal uitgesproken omdat een onderneming zware verliezen heeft geleden. Jammer genoeg vergeten vele curatoren een belastingaangifte in te dienen voor het jaar van het faillissement. Men zou moeten nagaan wie schuld heeft, maar dit blijft buiten beschouwing in dit debat.

Een hele reeks zelfstandigen zijn het slachtoffer en moeten belastingen betalen op inkomens of winsten die ze niet hebben gehad.

Ik wil enkele cijfers mededelen. Er wordt gesproken van fiscale fraude. De heer Van In heeft vanochtend vele interessante gegevens medegedeeld die ik enigszins zal aanvullen. Uit de cijfers blijkt dat op 31 december 1984 189 000 bezwaarschriften in behandeling waren. Daarvan werden 13 000 voor 1981 ingediend. Einde 1983 bedroeg het aantal 179 670. Het aantal bezwaarschriften is dus toegenomen met 10 000 in 1984.

Dit wijst uiteraard op problemen. Ik zal enkele suggesties doen want dit is een zeer ongezonde situatie die niet kan blijven voortbestaan.

Uit een ander document blijkt dat het aantal aanpassingen van de belastbare basis voor 1979 ongeveer 901 000 gevallen betrof. Het aantal verhoogde in 1980 — vóór de wet van 1981 van kracht werd — tot 903 503. Voor 1979 was het bedrag 107 miljard; voor 1980 115 miljard. In 1979 werden 331 en in 1980 werden 242 gevallen door de administratie van de Belastingen overgezonden aan de parketten.

Tenslotte verwijs ik naar een derde reeks cijfers die het mogelijk maken inzicht te krijgen. Ze zijn niet gepubliceerd in het verslag, uitgebracht door de heren De Clercq en Hatry, maar werden door de minister meegedeeld in de commissie. Tussen 1 mei 1984 en 30 april 1985 is door de gezamenlijke fiscale administraties een toevoeging gebeurd aan de fiscale basis van 135,418 miljard. De inkomsten van de Staat verhoogden met 47 miljard, of 35 pct. Dit is uiteraard een zeer klein percentage en dat komt doordat de inkomsten uit verschillende bronnen voortspruiten.

De detaillering maakt het mogelijk te noteren dat een gedeelte komt van de BTW, Registratie en Domeinen en van de Inkomstenbelastingen. De administratieve boeten — ik kom zo tot de vragen die werden gesteld door de heren Lallemand en Van In — bedroegen 2,336 miljard voor de BTW, Registratie en Domeinen en 2,477 miljard voor de Speciale Inspectie; 2,850 miljard dateert van een andere periode. Met andere woorden, er werden voor meer dan 7 miljard administratieve boeten ingekohierd op een totaalbedrag van 47 miljard.

In het gemeen recht vecht men het verhogingsbeding aan. Particulieren hebben bij niet-betalen alleen recht op gerechtelijke interesten. De Staat vindt het logisch zeer belangrijke boeten op te leggen. Het zijn geen kleinigheden meer. Het gaat soms over aanzienlijke bedragen. Deze werden geïnd bij 269 394 particulieren en 55 838 vennootschappen op de 680 000 particulieren en vennootschappen die werden gecontroleerd. Een op twee gecontroleerden is dus een fiscaal fraudeur.

Mocht er in België een nieuwe Gutt-operatie worden georganiseerd waarbij een ieder zijn spaarboekje, kasbons, obligaties, moet aangeven, zou in het land beslist een schaterlach opgaan om te weten waar al dit geld zit. Begrijp me niet verkeerd: ik pleit daar niet voor. Ik merk alleen op dat er nogal wordt geschermd met fiscale fraude bij de anderen maar dat men daarbij al te gemakkelijk vergeet dat er een bepaalde georganiseerde fraude bestaat al was het maar door sommige forfaitaire stelsels. De parlementsleden krijgen automatisch de helft van hun inkomsten vrijgesteld zonder daarvoor enige uitgave te moeten bewijzen. Dit geldt ook voor de gecoöpteerde senatoren, mijnheer Pataer. Buiten dit halfroond wordt daarop heel wat kritiek uitgebracht maar in dit halfroond heb ik dit nog niet gehoord.

Ik stel vast dat een aantal van deze gegevens haast laten vermoeden dat één Belg op twee niet in orde is met de fiscale wetgeving. Dat is althans wat ik vrees.

Ik kom tot de belangrijke vraag waarom de wet van 1981 in het leven werd geroepen en waarom ze nu wordt gewijzigd.

Een aantal collega's verliezen misschien uit het oog dat de administratie van de Belastingen over zeer ruime middelen beschikt om op te eisen waarop ze meent recht te hebben. De administratie kohiert in; de burger kan een bezwaarschrift indienen waarvan de afhandeling jaren kan duren. Ondertussen moet de burger betalen. Er zijn voorbeelden te over. Zo is er het fameuze geval-Van Biervliet in Oostende waar de administratie een faillissement heeft veroorzaakt door bewarend beslag te leggen op de onroerende goederen van een immobielvennootschap die bijgevolg niet meer in staat was te verkopen en meteen in falingsmoest gaan. Dit is niet zonder gevolgen gebleven, maar daarover gaat het nu niet. Ik haal enkel dit voorbeeld aan om te illustreren dat de administratie van de Belastingen zeer machtig is. Ze is in feite de machtigste administratie van het land.

De heer Van In. — Vergeet de persoonlijke verantwoordelijkheid van de ambtenaren niet.

De heer Cooreman. — Van bepaalde ambtenaren. Aangezien ze persoonlijk verantwoordelijk zijn, zijn ze uit voorzichtigheid geneigd maatregelen te nemen die niet altijd gelukkig zijn. Ik maak geen enkel individueel verwijt. Ik stel alleen vast dat de administratie oppermachtig is om in te kohieren.

De burger moet tijdig zijn belastingaangifte indienen. Doet hij dit niet, wordt de hele bewijslast verlegd en behoort het aan de belastingplichtige om de taxatie van de administratie te weerleggen.

Ik heb de indruk dat sommige collega's nooit een dergelijke betwisting hebben meegemaakt. Ik kan hen verzekeren dat een belastingplichtige, die zijn aangifte niet of te laat indient, bijzonder te beklagen is. Hij neemt enorme risico's. Op dit stuk kan ik de administratie van de Belastingen hulde brengen omdat ze in de meeste gevallen geen misbruik maakt van haar macht. Ze kan inderdaad inkohieren, een administratieve geldboete opleggen en tenslotte het dossier doorsturen naar het parket.

Precies voor dit laatste schijnt iedereen belangstelling te hebben. Dat de belastingplichtige terecht komt bij de correctionele rechtbank is alleen maar een mogelijkheid van bestaande en heeft niets te maken met de invordering van de belasting als dusdanig.

Heel wat belastingplichtigen betalen honderd procent, zelfs honderd twintig en honderd dertig procent van het inkomen dat ze ontdoken hebben. Ik pleit hen niet vrij want ze hadden ongelijk. Ik leg enkel de nadruk op de zware boeten. De inkohiering gaat bovendien vaak vergezeld van bewarende maatregelen die zeer bezwarend kunnen zijn.

De Staat is de enige die de mogelijkheid heeft overal te controleren wat de burger bezit, aan roerende en onroerende goederen, aan vorderingen. Hij kan ook nagaan waar iemand werkt.

Neem het geval van een vrouw die recht heeft op onderhoudsgeld van haar gewezen echtgenoot en probeert beslag te leggen op roerende of onroerende goederen. Welke moeilijkheden heeft ze niet alleen maar om te weten te komen wat hij bezit? De administratie beschikt bijna

automatisch over die inlichtingen of zij kan zich organiseren om ze te verkrijgen.

Geen enkele belastingplichtige kan een onroerend goed verkopen of de notaris moet vooraf de administratie van de Belastingen hebben geraadpleegd om te weten of er geen achterstand is in de betaling van de belastingen. Het gebeurt geregeld dat de administratie dan vlug inkohiert, uit voorzichtigheid, ook al is nog geen controle gebeurd. De notaris is verplicht het bedrag van de verkoop in te houden, desnoods te blokkeren voor verschillende jaren. Ik vecht deze macht als dusdanig niet aan. De Staat heeft het recht om zich te beschermen en moet kunnen optreden. Dat betwist ik niet. Ik wil alleen maar zeggen dat de administratie van de Belastingen over een enorme macht beschikt.

Wie is er bevoorrecht wanneer een vonnis wordt uitgevoerd en wanneer bijvoorbeeld onroerende goederen worden verkocht of wanneer er een faillissement wordt uitgesproken? Het is de Staat die vóór de arbeiders en vóór de loontrekkenden komt. Hij wordt in de eerste plaats betaald. Ik ga dit hier niet aanvechten en wil alleen maar zeggen dat in ons land geen enkele andere administratie zo machtig is om haar aandeel te bekomen. Daar speelt de verhouding niet zoals bij particulieren onder mekaar die bestolen of bedrogen werden of die een ongeval hebben gehad waardoor zij recht hebben op een vergoeding en deze niet kunnen bekomen. Men heeft in 1981 een zeer gevaarlijke stap gezet door de fiscale fraude te willen bestrijden in het algemeen kader van het strafrecht.

Ik wil hieraan slechts enkele gedachten wijden door te verwijzen naar wat professor in strafrecht Declercq, magistraat bij het Hof van Cassatie en gewezen kabinetschef van de minister van Justitie daarover in 1982 heeft geschreven: «Men kan constateren dat vele sectoren van het bijzonder strafrecht — strafrecht in bijzondere wetten — onder een typisch gebrek aan interesse lijden. De wetgever zelf is doorgaans niet gespecialiseerd in het strafrecht, wel in fiscale, sociale, economische of andere domeinen. Het stuk strafrecht wordt meestal in het voorbijgaan gepleegd. De problemen zijn dan voor wie de wet moet toepassen.» U ziet dat de heer Declercq zeer vriendelijk is gebleven voor het Parlement maar desalniettemin zijn mening zegt.

Dan spreekt hij over artikel 339 waaromtrent hij zegt dat men in de wet van 1981 is gegaan naar een algemene formulering. Ik citeer de heer Declercq: «Dit is gemakkelijk voor de wetgever, maar het gevaar bestaat dat hij met één toverslag misdrijven creëert waarvan hij zichzelf concreet geen rekenschap geeft.»

De heer Van In. — Dat kan toch niet. De misdrijven zijn toch gedefinieerd in de wet!

De heer Cooreman. — Dat is het juist, mijnheer Van In; u schijnt het ook nog niet begrepen te hebben.

De heer Declercq zegt juist dat in heel ons strafrecht steeds het bijzonder opzet is vereist. Het doel te bedriegen of te benadelen moet aanwezig zijn. Hij zegt ook dat de wetgever niet heeft gezien dat door een afwijking in te schrijven in een nieuw artikel 339, hij elke overtreding bestraft; elke persoon die zijn roerende inkomsten niet aangaf, pleegde een misdrijf, zelfs zonder dat hij het opzet had dit te plegen en zelfs wanneer hij gewoon onwetend was, want hij moest de wet maar kennen.

De heer Van In. — Dat heeft daarmede niet te maken.

De heer Cooreman. — Ik citeer de mening van een professor in strafrecht en ik meen dat hij gelijk had.

De heer Seeuws. — Theoretisch is dat juist maar in de praktijk geldt dat niet.

De heer Cooreman. — Ik raad u aan, mijnheer Seeuws, dit artikel eens te lezen.

De heer Seeuws. — Ik weet het, mijnheer Cooreman, maar ik herhaal dat de theorie en de praktijk niet met elkaar in overeenstemming zijn.

De heer Cooreman. — Voor mij is de rechtsstaat nog altijd zeer belangrijk. Voor u misschien niet.

De heer Seeuws. — Voor mij ook, mijnheer Cooreman, maar men moet de wet toepassen, gelijk voor alle burgers. Dat doet men niet.

De heer Cooreman. — De rechtsstaat is voor iedereen gelijk.

Ik citeer wat de heer Declercq, die toch iemand van het vak is, in zijn artikel schrijft: «Zoals vroeger reeds het geval was, stelt artikel 339 nu ook strafbaar de overtredingen van nog te nemen uitvoeringsbesluiten.» Men heeft zonder het te willen — dat hebt u ook niet gewild, mijnheer Seeuws, en ik zeker niet — het feit dat een aangifte niet op tijd wordt ingediend, beschouwd als een misdrijf. Er zijn er onder ons die ook wel eens hun aangifte niet tijdig indienen. Daarvoor zal hun parlementaire onschendbaarheid echter niet worden opgeheven, wees u daar maar gerust in.

Een hele reeks van misdrijven wordt gepleegd zonder enig misdadig opzet. Om diefstal, oplichting enzovoort, strafrechtelijk te kunnen vervolgen, moet er echter een misdadig opzet zijn. Men heeft echter toen een tekst uitgewerkt waarvan men niet de volledige draagwijdte beseft, zodat in de formele zin bijna iedere Belg een misdadiger werd. Dit is het grote gevaar van de stap die men toen gezet heeft en waarop men nu trouwens nog niet volledig teruggekomen is. In dit ontwerp worden mijns inziens wel een hele reeks positieve maatregelen getroffen, die een stap in de goede richting zijn. Ik hoop echter dat men nog verdere stappen zal zetten.

Indien de Staat opvoert waarop hij meent recht te hebben volgens de door ons goedgekeurde wetten, dan is hij bij wijze van spreken burgerlijke partij. Dit zou niet het geval zijn wanneer de administratie zelf een vervolging zou instellen voor de rechtbanken, want dan zou om het even welke burgerlijke partij dat ook kunnen doen. Dit kan echter alleen door een rechtstreekse daging onder toezicht van de rechter, die een afzonderlijke macht is. Wij hebben gelukkig nog altijd de scheiding tussen de uitvoerende en de rechterlijke macht. Dit is een van de fundamentele grondbeginselen van de Staat. De stap die men destijds had gezet, hield echter het gevaar in voor een vermenging van de uitvoerende en de rechterlijke macht. Verscheidene collega's hebben in hun uiteenzetting reeds gewezen op de verbetering die ter zake door dit ontwerp wordt gebracht.

Mijnheer de Voorzitter, door dit ontwerp worden dus vroegere teksten en strafprocedures verbeterd. Tijdens de uiteenzetting in de commissie somde de Vice-Eerste minister een hele reeks van verbeteringen op, waardoor men terugkeert tot het gewone strafrecht. Vroeger werd reeds een stap in die richting gezet door een koninklijk besluit, waardoor verzachtende omstandigheden in aanmerking konden worden genomen. Nu is er de maatregel inzake de bepaling van de strafmaat.

Dit neemt niet weg dat men in dit ontwerp, zij het in andere artikelen, ook slechte voorbeelden geeft. Op hetzelfde moment dat wij in het ontwerp bepalen dat er, zeer terecht, geen terugwerkende kracht mag gelden voor de uitvoeringsbesluiten, wordt het principe van de terugwerkende kracht bij wet toegepast door te bepalen dat de sociale voordelen van 1 januari 1986 af niet meer fiscaal aftrekbaar zijn. Dit ontwerp is nog maar enkele weken oud. Hoe konden al die werkgevers die sociale voordelen hebben toegekend in januari, februari of maart, weten dat de regering zo'n ontwerp zou opstellen en het Parlement het zou goedkeuren? Dit gaat werkelijk in tegen de rechtsbeginselen die wij verdedigen. Ik betreur dit.

Collega De Smeyter heeft hier in het lang en het breed de voordelen die dit ontwerp geeft aan de vennootschappen, uiteengezet. De verlaging van de vennootschapsbelasting is echter pas van toepassing van 1 januari 1987 af, terwijl de aftrekbaarheid van de sociale voordelen van het begin van dit jaar af wordt geschrapt. Het zijn dus de ondernemingen in de meeste gevallen of anders de werknemers die dat zullen betalen. Ik betreur dit uitdrukkelijk.

Het ontwerp is ook geen voorbeeld van duidelijkheid. Ik neem hier als voorbeeld de artikelen met betrekking tot de aftrekbaarheid in het kader van de bouwsector of met betrekking tot de aftrekbaarheid inzake huispersoneel. Ik onderschrijf dit principe voor 100 pct. Ik heb er trouwens altijd zelf voor gepleit. Indien men de wet wil toepassen, moet men de tekst echter zeven keer lezen vooraleer men begrijpt hoeveel men juist mag aftrekken. Op basis van deze tekst zal de gewone burger deze maatregel alleszins niet kunnen toepassen.

Op een ogenblik dat iedereen pleit voor vereenvoudiging, bouwen wij zelf nieuwe, moeilijke reglementen in. Dit kan zeker geen model zijn.

Het is niet gelukkig dat men wijzigingen invoert met betrekking tot de coördinatiecentra op het ogenblik dat men dit in het buitenland begint te kennen. De maatregel zelf onderschrijf ik echter volledig. Het is spijtig dat die schoonheidsfout er in het begin in ingeslopen is. Ik heb daar van

in het begin tegen geprotesteerd. Dat is misschien één van de gevaren van koninklijke besluiten.

De heer Van In. — Bent u de ontdekker van het gat in de mazen van het net?

De heer Cooreman. — Ik heb dat niet ontdekt. Mensen uit het bedrijfsleven hebben mij op misbruiken ter zake gewezen. Ik heb die medegedeeld, maar het koninklijk besluit was op dat ogenblik sinds geruime tijd van toepassing, mijnheer Van In.

Ik denk dat wij voldoende zelfstandigheid en objectiviteit aan de dag moeten leggen om de positieve en de negatieve elementen van onze beslissingen te erkennen. Wij moeten de moed hebben om de slechte beslissingen, waar ook, ongedaan te maken. Laten wij echter niet vergeten dat in de fiscale uitgaven de sociale bijdragen het grote pakket vormen. In 1983 bedroegen de sociale bijdragen aan de RSZ en de solidariteitsbijdrage 555 miljard. Ik spreek nog niet van de bijdragen voor aanvullend pensioen enzovoort. Als men in de toekomst niet de moed heeft in dit grote pakket van fiscale uitgaven te snoeien, dan zal men het zeer moeilijk krijgen om in ons land ooit een begroting in evenwicht in te dienen. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, les groupes PS, SP et Volksunie déposent une demande de consultation du Conseil d'Etat sur huit amendements introduits dans le cadre de ce débat.

Permettez-moi de vous remettre la liste des 67 sénateurs qui ont contresigné cette demande de consultation.

M. le Président. — Je vous donne acte, monsieur Lallemand, de cette demande de consultation du Conseil d'Etat.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 heure 15.

Wij zetten deze bespreking vanmiddag te 14 uur 15 voort.

Le Sénat se réunira cet après-midi à 14 heures 15 minutes.

De Senaat vergadert opnieuw vanmiddag te 14 uur 15 minuten.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 12 h 40 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 12 u. 40 m.)

1712